

Nous, économistes, soutenons Hollande

Le Monde.fr | 17.04.2012 à 10h24 • Mis à jour le 17.04.2012 à 17h54

Par Philippe Aghion, Michel Aglietta, Julia Cagé, Thomas Chalumeau, Daniel Cohen, Elie Cohen, Jean-Hervé Lorenzi, Jacques Mistral, Thomas Piketty...

Nous sommes économistes et suivons avec attention les débats en cours et les annonces faites par les candidats à la présidence. Nous jugeons leur ambition économique à la pertinence des options qu'ils proposent, en particulier pour ce qui concerne la reprise de la croissance et de l'emploi, le redressement de notre compétitivité, la régulation financière et la vision des politiques économiques européennes. Mais nous jugeons aussi de la crédibilité de leur projet, notamment la cohérence d'ensemble des propositions, leur impact sur la cohésion sociale de notre pays, la constance et la fiabilité des engagements et leur compatibilité avec les contraintes budgétaires. Un candidat se dégage à nos yeux, le plus apte à redresser la France et rassembler les Français. Ce candidat, c'est François Hollande.

En effet, l'heure est aux choix. La crise de la zone euro montre que le pire reste possible : une course absurde vers le moins-disant social, des politiques d'austérité qui brisent la croissance, et finalement la tentation du chacun pour soi qui devient la plus forte. Il faut mettre un terme à ces politiques qui dévastent les économies européennes. La crise de la dette ne pourra se régler si la croissance est brisée et le pouvoir d'achat en berne. Une réorientation de la construction européenne est urgente, au service de la croissance et des citoyens européens, avec notamment la négociation d'un nouveau Pacte de responsabilité, de croissance et de gouvernance avec nos partenaires européens.

La croissance des dettes publiques rend indispensable l'assainissement des finances publiques. L'objectif de revenir à l'équilibre budgétaire à la fin du quinquennat constitue un cadre exigeant mais crédible. La grande réforme fiscale annoncée par François Hollande devra certes être précisée et son calendrier accéléré. Mais le cap fixé est le bon, avec une réorientation de la politique fiscale dans le sens d'une plus grande justice sociale et d'une plus grande efficacité économique. Il faut mettre un terme à la sous-taxation du capital et des rentes, qui conduit non seulement à l'aggravation des inégalités, mais aussi aux excès spéculatifs à l'origine de la crise financière.

L'efficacité et la justice se rejoignent donc pour rendre nécessaire une remise en cause des avantages fiscaux inefficaces, plutôt qu'une augmentation des impôts des ménages les plus fragilisés ; par la sélection, voire la sanctuarisation des dépenses d'investissement indispensables à la croissance à moyen terme, en particulier l'éducation et la recherche.

En fixant une norme d'évolution des dépenses publiques strictement inférieure à celle du PIB, François Hollande montre qu'il veut un Etat efficace et soucieux des deniers publics. Mais il tourne le dos aussi à la politique menée depuis 2007 qui réduit la modernisation de l'Etat à une simple équation comptable : le non-renouvellement d'un fonctionnaire sur deux. Cinq ans plus tard, nos administrations sont désorganisées, nos fonctionnaires démobilisés et la qualité des services publics dégradée... Il est temps de mettre un terme à des pratiques budgétaires qui n'ont de cesse d'entamer la légitimité de l'action publique. Restaurer notre crédibilité financière, ce n'est pas

simplement jouer sur des paramètres financiers, c'est redonner à l'Etat le sens de sa mission et de ses responsabilités.

En matière d'emploi et de pouvoir d'achat une nouvelle orientation est nécessaire. La France dispose d'un atout exceptionnel, celui d'une jeunesse nombreuse et dynamique. Mais celle-ci connaît un taux de chômage inacceptable. L'accent doit donc être mis sur les mesures en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes, à travers la sécurisation des parcours professionnels, la réorientation des efforts de formation professionnelle, le développement de contrats ciblés - tels que les contrats de génération - et le renforcement de l'éducation nationale. Redonner leur place aux syndicats - en organisant une Conférence nationale pour la croissance et l'emploi - est également crucial pour que les salariés contribuent à la transformation du monde professionnel sans être cantonnés à la seule critique de décisions déjà prises par l'employeur. Comment faire évoluer sinon la mixité sociale, l'égalité hommes-femmes, les mobilités interentreprises et les stratégies d'embauche et de promotion dans les entreprises et les administrations ?

La mondialisation a été porteuse de croissance et de diffusion des connaissances mais a aussi engendré un monde plus fragmenté et, paradoxalement, moins solidaire, augmentant les inégalités de salaires et favorisant les délocalisations. La finance internationale n'a pas joué son rôle de catalyseur de la croissance et a fait revenir le capitalisme à ses pires travers. Des mesures indispensables pour remédier à ces défaillances du système financier sont nécessaires. Ainsi, la séparation des activités bancaires entre spéculation et économie réelle permettra de circonscrire les risques, et donc de limiter les engagements futurs de la puissance publique en cas de crise bancaire.

L'interdiction d'utiliser les paradis fiscaux est également nécessaire, et permettra de réduire l'évasion fiscale, notamment si la mesure est étendue à l'ensemble des grands groupes français. Enfin, la mise en place d'une véritable taxe sur les transactions financières, l'interdiction des stock-options, le plafonnement des frais bancaires et l'encadrement du crédit à la consommation répondent au souci légitime de mieux protéger des dysfonctionnements de la finance.

En matière de compétitivité, le bilan des cinq dernières années - 350 000 emplois industriels perdus, 900 usines fermées et un déficit commercial structurel - atteste d'une erreur stratégique dans l'analyse des déterminants de la compétitivité française, laquelle repose principalement sur la qualité de nos produits, de nos processus industriels et de notre gouvernance. Création d'une banque publique d'investissement dotée d'un réseau régional, incitations fiscales à la localisation des investissements en France, baisse de la cotisation foncière pour les entreprises qui innovent, instauration d'un crédit impôt innovation ciblé sur les entreprises effectivement concernées par la concurrence internationale... Ces mesures du candidat socialiste s'inscrivent dans la perspective qui convient pour relever le défi de l'innovation qui se pose aujourd'hui.

Le débat sur la politique économique à suivre ne doit pas occulter les questions économiques fondamentales qui se posent maintenant. Voulons-nous toujours plus d'objets de consommation, à l'obsolescence accélérée, consommateurs d'énergie et générateurs de déchets ? Ou bien plus de santé, plus d'éducation, plus de qualité de vie ? Réussir la transition écologique, c'est changer de mode de vie, créer une nouvelle civilisation urbaine fondée sur des activités de proximité, mettre fin à l'étalement urbain - catastrophe économique, écologique et sociale - et mettre en œuvre les

investissements considérables qui seront nécessaires à la transition énergétique.

Pour toutes ces raisons, nous appelons à voter pour François Hollande. Alors que le souvenir de 2007 nous oblige à la plus grande réserve sur les multiples promesses de campagne du candidat sortant, François Hollande a présenté un agenda de réformes qui dessinent à nos yeux la voie souhaitable. La crédibilité, l'ambition et la cohérence sont de son côté.

Philippe Aghion (Harvard), **Michel Aglietta** (Paris-X Nanterre), **Yann Algan** (Sciences Po Paris), **Rémi Bazillier** (université d'Orléans), **Maya Beauvallet** (Telecom Paristech), **François Bélorgey** (Irest), **Françoise Benhamou** (Paris-XIII), **Eric Brousseau** (Paris-Dauphine, Institut universitaire européen), **Julia Cagé** (Harvard), **André Cartapanis** (IEP Aix-en-Provence), **Gilbert Cette** (université de la Méditerranée), **Thomas Chalumeau** (Sciences Po Paris), **Mireille Chiroleu Assouline** (Paris-I), **Daniel Cohen** (Ecole normale supérieure), **Elie Cohen** (Sciences Po Paris), **Brigitte Dormont** (Paris-Dauphine), **Bernard Gazier** (Paris-I), **Jean Imbs** (Ecole d'économie de Paris, CNRS), **Marc Fleurbaey** (Princeton, Collège d'études mondiales), **Samuel Fraiberger** (New York University), **André Gauron**, **Jérôme Gautié** (Paris-I), **Patrice Geoffron** (Paris-Dauphine), **Tristan Klein**, **Jacques Le Cacheux** (université de Pau et des Pays de l'Adour), **Jean-Hervé Lorenzi** (Paris-Dauphine), **Philippe Martin** (Sciences Po Paris), **Jacques Mistral** (Harvard Kennedy School), **El Mouhoub Mouhoud** (Paris-Dauphine), **Pierre-Alain Muet** (fondateur du Conseil d'analyse économique, député socialiste, et membre de [l'équipe de campagne](http://francoishollande.fr/l-equipe-de-campagne/) (<http://francoishollande.fr/l-equipe-de-campagne/>) de François Hollande), **Fabrice Murtin** (Sciences Po Paris), **Dominique Namur** (Paris-XIII), **Romain Perez** (Paris-I), **Thomas Philippon** (New York University), **Thomas Piketty** (EEP et EHESS), **Michel Rainelli** (université Nice-Sophia-Antipolis), **Lionel Ragot** (université d'Evry-Val-d'Essonne), **Romain Rancière** (EEP), **Katheline Schubert** (Paris-I), **Laurence Tubiana** (Sciences Po Paris, Columbia), **Joëlle Toledano** (Supélec), **Dominique Villemot**.

Philippe Aghion, Michel Aglietta, Julia Cagé, Thomas Chalumeau, Daniel Cohen, Elie Cohen, Jean-Hervé Lorenzi, Jacques Mistral, Thomas Piketty...